

Paris, le 13 octobre 2009

Monsieur le Président,

Vous avez appelé mon attention sur les impacts des investissements de la Banque mondiale et de la Banque européenne d'investissement sur le climat, en me faisant parvenir votre nouvelle étude *Institutions financières internationales et climat*. Celle-ci a suscité mon plus vif intérêt.

Comme vous le savez, la France s'est engagée, dans le cadre du G20 des 24 et 25 septembre dernier à Pittsburgh, à éliminer progressivement et à rationaliser à moyen terme toutes les subventions inefficaces accordées aux combustibles fossiles. En effet, en plus d'encourager la surconsommation et de restreindre notre sécurité énergétique, ces subventions font obstacle à l'investissement dans des sources d'énergie propres et portent atteinte aux efforts de lutte contre le changement climatique.

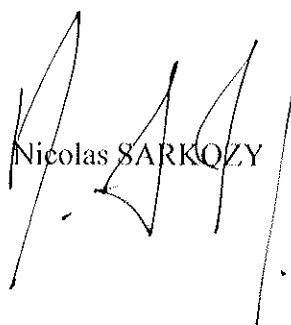
Je suis déterminé à mettre en œuvre ces engagements. En aidant les pays du monde à sortir de la dépendance par rapport aux énergies fossiles, il ne s'agit rien moins que de mettre en mouvement la mécanique de la croissance verte. C'est donc tout naturellement que j'ai demandé aux ministres chargés respectivement de l'énergie et des finances, Jean-Louis BORLOO et Christine LAGARDE, de rendre compte de notre stratégie dans ce domaine lors de la prochaine réunion du G20 à Huntsville au Canada, en juin 2010.

Je tiens, par ailleurs, à vous assurer que la France, acteur majeur au sein des institutions financières internationales, qu'il s'agisse de la Banque mondiale ou de la Banque européenne d'investissement, sera particulièrement vigilante à ce que les financements publics soient désormais cohérents avec les objectifs nationaux et internationaux de lutte contre le changement climatique.

Je suis convaincu que nous devons assumer notre responsabilité morale vis-à-vis des générations futures, en contribuant par tous les moyens dont nous disposons à la protection de notre planète, notamment vis-à-vis du dérèglement climatique.

Afin de maintenir un dialogue constant avec les organisations expertes comme la vôtre, j'ai demandé à mon conseiller en charge du développement durable, Boris RAVIGNON, de se tenir à votre entière disposition sur ces sujets d'intérêt partagé.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.


Nicolas SARKOZY

Monsieur Claude BASCOMPTE
Président des Amis de la Terre
2B rue Jules Ferry
93100 MONTREUIL